

Plus de 70% de l'éclairage déjà assainis

Energie » Les communes fribourgeoises avaient jusqu'à la fin 2018 pour rendre leur éclairage public moins gourmand. Mais les travaux ne sont pas encore terminés, notamment sur la route de contournement de Bulle.

Le canton de Fribourg et ses communes avaient jusqu'à fin 2018 pour assainir leur éclairage public et le rendre moins gourmand en énergie. Par exemple en remplaçant les bonnes vieilles lampes à vapeur de mercure, très à la mode au milieu du siècle dernier, par des diodes

électroluminescentes (LED). Dans une question adressée au Conseil d'Etat, le député socialiste Simon Bischof (Ursy) s'inquiète de l'avancée de ce vaste chantier.

Dans sa réponse, l'Exécutif cantonal estime que plus de 70% de l'éclairage public du canton ont déjà été assainis (ces chiffres datent du mois de janvier 2020). Il ajoute: «La diminution de la consommation d'électricité est également remarquable. Selon les données transmises par certaines communes et les distributeurs d'électricité, elle varie

entre 50% et 80% là où les travaux ont été réalisés.»

Le gouvernement relève en outre: «Pour la mise en œuvre de cette nouvelle exigence d'assainissement, Groupe E et Gruyère Energie SA ont soutenu financièrement les communes par un subventionnement des investissements qu'elles avaient à consentir. Un montant de 6 millions de francs a notamment été engagé par Groupe E pour cette mesure.» IB-Murten et la société EW Jaun ont également apporté leur aide à certaines collectivités.

Si plusieurs communes n'ont pas encore modernisé tous leurs lampadaires et autres sources de lumière, c'est notamment parce qu'elles ont établi un plan d'investissement s'étalant sur plusieurs années. De plus, il est précisé dans le rapport du Conseil d'Etat que l'éclairage des ouvrages souterrains de la route de contournement de Bulle sera adapté lors de son renouvellement dans quelques années. Les autorités cantonales assurent: «En principe, la quasi-totalité de l'éclairage public devrait être en conformité au plus tard à la fin 2022.» » NICOLAS MARADAN

BULLE

FÊTE AU BALCON

En attendant la Fête des voisins reportée au 18 septembre, Bulle invite la population à faire la fête au balcon le 29 mai. L'organisateur donnera rendez-vous à ses voisins pour un moment de détente. Le jour J, les participants devront animer leurs balcons et fenêtres et prendre une photo. Une affichette à déposer dans les boîtes aux lettres est téléchargeable sur le site de la commune. MT

Le Parti socialiste fribourgeois propose un plan de relance à 400 millions, centré sur les travailleurs

La relance humaniste des socialistes

« FRANÇOIS MAURON

Politique » Comment faire redémarrer l'économie fribourgeoise, terrassée par le dispositif de sécurité sanitaire édicté par les autorités fédérales pour endiguer la pandémie de Covid-19? Après les partis de droite et la Chambre de commerce et d'industrie du canton de Fribourg (CCIF), après l'annonce, par le Conseil d'Etat, d'un premier programme d'actions à 50 millions de francs, le Parti socialiste fribourgeois sort à son tour un plan de relance de sa boîte à idées. Il propose à l'Etat d'injecter 400 millions de francs, avant tout dans des mesures destinées à aider les personnes souffrant de la crise.



«Nous voulons avant tout aider les personnes»

Benoit Piller

Au début du mois, lorsque la CCIF y est allée de ses propres suggestions, le syndicaliste Armand Jaquier, par ailleurs député socialiste (Romont), a estimé que son catalogue ressemblait à une liste au Père Noël. Celui du PSF, pour sa part, a plutôt des airs d'inventaire à la Prévert. Présenté hier en visioconférence de presse, il contient toute une série de propositions, en particulier un soutien ciblé (150 millions de francs) aux personnes et entités dans le besoin, ainsi qu'un programme d'investissement public (150 millions) dans les infrastructures et la mobilité douce. «Notre plan prévoit de grands axes d'intervention», note Benoit Piller, président du PSF. Les socialistes ont été épaulés dans leurs réflexions par l'économiste Sergio Rossi,



professeur à l'Université de Fribourg.

1 Mesures en faveur des personnes

Le PSF veut venir en aide aux personnes subissant les effets de la crise, en particulier les revenus précaires mis au chômage partiel ou les travailleurs payés à l'heure qui sont à l'arrêt. Il préconise par exemple une compensation par l'Etat des 20% à 30% de salaire manquant pour ceux dont la rémunération est inférieure à 5000 francs net par mois. Il propose également de verser

1000 francs mensuellement pendant un an à quelconque affichage un revenu mensuel disponible inférieur à 3000 francs, ainsi que d'augmenter le montant destiné à réduire les primes d'assurance-maladie.

2 Aide aux entités subissant la crise

Les socialistes saluent l'aide allouée par le canton pour le loyer des commerces, restaurants et PME. Ils souhaitent toutefois qu'on étoffe ce soutien pour qu'ils puissent continuer leurs activités et tenter de ne pas sombrer dans les faillites

successives». Pour ce faire, il s'agit selon eux d'aider les structures d'accueil de la petite enfance et de compenser l'exploitation déficitaire de transports publics. Le PSF invite aussi les autorités cantonales à assouplir l'utilisation de l'espace public de façon à en faire bénéficier les commerces et les restaurants, qui pourraient agrandir provisoirement leurs terrasses. Il demande enfin que les prêts garantis par l'Etat – auprès de la Banque cantonale de Fribourg, notamment – soient transformés en ligne de crédit sans intérêts.

3 Investissement dans les infrastructures

Pour relancer l'économie, le Parti socialiste compte sur des mesures réalisables dans les plus brefs délais. Il prône ainsi des «investissements massifs et immédiats» pour renforcer les infrastructures de mobilité douce (pistes cyclables), en particulier pour relier les villes et les communes des agglomérations sur des itinéraires rapides et sécurisés. Il souhaite en outre augmenter la cadence horaire de transports publics, et il demande aussi un assainissement énergétique de tous les immeubles de l'Etat.

Les socialistes proposent d'investir pour renforcer les infrastructures de mobilité douce, comme les pistes cyclables. Alain Wicht-archives

ainsi qu'une aide pour assainir les bâtiments historiques. Enfin, il suggère d'accélérer la revitalisation des cours d'eau et l'entretien des biotopes naturels.

4 Mesures de l'Etat comme employeur

Les différents points du programme décrit ci-dessus coûteraient 300 millions de francs à l'Etat de Fribourg. Ce dernier doit encore engager 100 millions supplémentaires pour prendre des mesures en tant qu'employeur, selon le PSF. Qui aimerait que certaines professions soient revalorisées, notamment dans le secteur hospitalier et parahospitalier, parmi le personnel d'entretien ou encore au sein de la police. En cette période de crise, le canton doit en outre faire un effort particulier pour augmenter son nombre de places d'apprentissage.

5 Propositions dans le domaine de la santé

Les socialistes fribourgeois sont également d'avis qu'il faut renforcer l'hôpital public, en épongeant le déficit de l'IFHR et en assurant un financement solide à ce dernier, pour qu'il puisse améliorer la qualité de ses prestations. Il s'agit aussi de conforter la médecine de premier recours et la prévention. Les coûts de ces propositions ne sont pas chiffrés à ce stade.

6 Financement du plan de relance

Le PSF veut enfin accroître les rentrées fiscales de l'Etat, en annulant la baisse d'impôt sur le revenu et la fortune décidée par le Grand Conseil en décembre dernier, et en introduisant un impôt sur les successions et legs de plus de 5 millions de francs, ainsi qu'une taxe sur les dividendes des entreprises aidées par l'Etat. «Le gain de ces mesures reste toutefois difficile à évaluer», note Grégoire Kubski, vice-président du PSF.

Toutes ces pistes de réflexion seront concrétisées par le biais d'instruments parlementaires, déposés par les députés du parti au Grand Conseil. Mais ce plan de relance à la mode socialiste peut-il réellement secourir les PME du cru, à peine mentionnées dans le programme? «Nous voulons avant tout aider les personnes. Mais un soutien aux entreprises est prévu via la transformation des prêts-relais et le volet sur les infrastructures», répond Benoit Piller. »